

Le gouvernement ferait disparaître les dossiers des islamos fichés S

written by Durandurand | 2 juillet 2016



Par peur d'une guerre civile...
Que faut-il en déduire ?

Que si le bon peuple découvrirait qui sont les fichés S, ce qu'ils ont fait, quels sont les objets saisis chez eux et le traitement de faveur (ou l'absence de traitement) qu'ils ont subi, il entrerait immédiatement en révolution et ferait justice lui-même ?

Jeudi 18 mai 2016, Salle Eiffel à Orléans – C'est à l'invitation de l'association [France Souveraineté](#) que s'est tenue la conférence « **Sécurité / Justice : le déclin français ?** » en présence de monsieur [Hervé Mariton](#), député LR de la Drôme, de monsieur le juge [Philippe Bilger](#), magistrat honoraire et de l'[Institut de la Parole](#), de maître Guillaume Jeanson, de l'[Insitut pour la Justice](#) et avocat au Barreau de Paris, et de maître Luc-Etienne Gousseau, avocat à Mende. Le débat était mené par monsieur Loïc Yven.

Les invités ont commencé à évoquer le calamiteux héritage de Taubira :

Monsieur le juge Bilger a expliqué, pendant de longues minutes, pourquoi son

ressenti était négatif. Madame Taubira et ses amis du syndicat du « *mur des cons* » n'ont eu de cesse de raisonner l'emprisonnement comme une punition qui serait à l'origine de toutes, ou presque, des « radicalités » islamistes. **La politique mise en oeuvre a donc été de vider le plus possible les prisons, y compris en relâchant prématurément des délinquants dangereux, comme Amedy Coulibaly.** Cette phobie de l'emprisonnement a eu des conséquences directes sur la vie de nombreuses personnes pendant ces dernières années. Pourtant, madame le ministre avait comme obligation première la protection des citoyens. Force est de constater la dichotomie complète entre son discours d'indignée victimaire sur twitter et ses actes de ministre.

Avant de parler des djihadistes en prison...

Les uns et les autres ont posé **la question de la pertinence de la réponse pénale et de son efficacité sur les personnes condamnées pour terrorisme islamisme.** Maître Jeanson a rappelé que le **danger nous concerne tous puisque de nombreux islamistes vont sortir de prison dans les prochains mois. Ils sont autant de bombes humaines potentielles.**

Mieux encore, le résultat des saisies faites dans le cadre de l'Etat d'urgence aurait disparu...

Maître Gousseau a souhaité témoigner de la profonde empathie exprimée par les personnes vivant en province, dans les territoires ruraux, vis-à-vis des victimes de la terreur islamiste à Paris. L'avocat a révélé que **les saisies effectuées dans le cadre des perquisitions administratives confiés à la justice en Lozère, son département d'affectation, avaient tous disparu des tribunaux.** Il a également précisé que ce n'était **pas un fait isolé en France.** En effet, un de ses collègues lyonnais lui a fait savoir qu'il en était de même dans sa ville. Pour maître Gousseau, **la question d'une volonté d'état de faire disparaître des éléments de preuve se pose. Il est persuadé que si le contenu de ces dossiers était révélé au grand public, il serait à même de créer une guerre civile dans l'ensemble du pays.**

Quant à nommer l'ennemi...

Tous ont également pu exprimer leur totale et unanime incompréhension de l'obstination du président François Hollande à refuser de nommer l'ennemi, à l'inverse de Manuel Valls, son premier ministre.

Monsieur Mariton, monsieur le juge Bilger, maître Jeanson et maître Gousseau se sont

montrés particulièrement **alarmistes à propos des violences islamistes à venir**. A les écouter, la justice semble, de son côté, prise de court et démunie pour inventer des solutions en amont. Pourtant, elle devra rationnellement affronter la haine de ceux qui ont fait le choix d'un autre code civil, celui de la charia, et de l'appartenance à une autre communauté, celle de l'oummat.

<http://www.europe-israel.org/2016/05/disparitions-inquietantes-des-saisies-effectuees-dans-le-cadre-des-perquisitions-administratives-liees-a-l-etat-d-urgence/>

Voir aussi ici :

<http://miledeux.over-blog.com/2016/07/le-gouvernement-francais-a-peur-mais-pourquoi.html>